

à une entrevue de Mgr. Sbaretti avec un ministre du Manitoba. Les fanatiques ont essayé d'ameuter l'opinion protestante avec cet épisode que la mauvaise foi a dénaturé. Le délégué du St-Père a profité de la présence de deux ministres manitobains à Ottawa pour voir l'un d'eux, M. Campbell, procureur-général, afin de plaider une fois de plus la cause de la minorité catholique. Au cours de cette conversation, Mgr. Sbaretti a fait observer incidemment qu'à tous les points de vue le gouvernement du Manitoba agirait sagement en améliorant la situation des catholiques quant à la question scolaire, ajoutant que, par exemple, relativement à l'augmentation de territoire demandée par cette province, les catholiques des districts à annexer pourraient s'opposer fortement à une union qui les mettrait sous l'empire d'une législation oppressive, tandis que la modification de cette législation dans le sens de la liberté ferait nécessairement disparaître cette opposition. C'est sur cette simple allusion faite en passant par le délégué, que M. Rogers, un des collègues de M. Campbell, a tenté d'échafauder tout un scandale. Au premier moment, il a eu assez de succès, mais l'opinion s'est bientôt ressaisie et la bombe lancée par M. Rogers contre le délégué du Pape, pour atteindre par ricochet Sir Wilfrid Laurier, a fait long feu. La loyauté et la sincérité de M. Rogers dans cette affaire nous semblent très douteuses.

A Québec la session, interrompue par l'avènement du nouveau ministère, va être reprise le 25 avril.

*Thomas Chapais.*

Québec, 20 avril 1905.